

Traduit de l'anglais par La Tribune franco-rwandaise

Les demandeurs d'asile soudanais et érythréens qui ont quitté Israël pour le Rwanda décrivent un voyage désespéré

Par **Ilan Lior** - *haaretz.com*, 24 mai 2015

Traduit de l'anglais par la Tribune franco-rwandaise

Prof. Galia Sabar* s'est rendue au Rwanda et en Ouganda pour voir de près les conditions de vie misérables des Soudanais et des Erythréens - en partie avec l'aimable autorisation d'Israël.

La villa dans un quartier aisé de la capitale rwandaise Kigali semble parfaitement normale. Ces derniers mois, de nouveaux résidents sont arrivés régulièrement, mais ils restent pour seulement quelques jours. La villa, découverte par le professeur Galia Sabar, est un lieu de passage pour les demandeurs d'asile érythréens qui ont accepté de quitter Israël pour le Rwanda.



Sabar, la chef des études africaines au Moyen-Orient et Afrique Département d'histoire de l'Université de Tel Aviv, a voyagé en Ouganda et au Rwanda, il ya deux mois pour apprendre le sort de ces demandeurs d'asile. Au Rwanda, le principal pays où Israël les a envoyés, Sabar n'a pas rencontré un seul demandeur d'asile.

Cela est parce qu'ils ne sont pas restés au Rwanda. Ils ont généralement passé seulement quelques jours avant de faire leur voyage étrange de l'Ouganda voisin.

"Ils atterrissent à Kigali et un représentant dont le nom que vous entendez constamment, **John**, arrive. **Il sait qui est arrivé et le nombre de personnes, et il les aide à passer par l'immigration** ", dit Sabar, qui a recueilli le témoignage de 17 personnes.

A Kigali, les autorités prennent le document de laissez-passer qu'Israël leur a donné et ils sont mis dans une fourgonnette, dit-elle. On leur dit qu'ils sont emmenés dans un hôtel. L'hôtel en question, c'est cette villa à Kigali. Au moins, ils ont le \$ 3500 qui leur ont été donnés par Israël comme une «subvention au départ."

Ils sont tenus de payer 10 \$ à 150 \$ pour deux nuits. **Une fois qu'ils entrent dans le bâtiment, ils ne peuvent pas quitter sans autorisation de John. La porte est fermée et protégée par un garde.**

"Ils ont dit qu'il était interdit de se promener autour de Kigali, et au Rwanda en général, sans documents et qu'ils seraient arrêtés et mis en prison ", dit Sabar.

En Ouganda, elle a demandé aux demandeurs d'asile la façon dont ils sont sortis du Rwanda. **Après un jour ou deux John arrivait et disait "nous attendons au moins huit personnes." Ils avaient alors à payer entre 250 \$ et 400 \$ pour être passés en contrebande à la frontière vers l'Ouganda.**

"Cela signifie que la contrebande est un acte régulier par cet homme, qui m'a dit qu'il a reçu toutes ses informations de la police israélienne," dit Sabar. *"Il sait exactement qui vient et combien. Il a tout un réseau qui aide à les sortir "*.

Ils sont chacun autorisés à prendre un petit sac. *"Ils atteignent un certain point dans un véhicule rwandais - bien sûr la nuit. De là, ils vont à pied, et j'ai toutes les descriptions : Ils m'ont dit comment **ils se baissent et courent** "jusqu'à ce qu'ils traversent la frontière.*

"Les passeurs les attendent sur le côté ougandais. Ils marchent à nouveau un peu et un autre véhicule les ramasse de l'autre côté. Tout est totalement organisé. "

Ce témoignage contredit totalement les déclarations israéliennes que les pays tiers dans lesquels les Érythréens et les Soudanais sont envoyés sont sûrs, qu'ils n'expulsent pas les demandeurs d'asile, et qu'ils ont le loisir de déposer une demande d'asile et travailler pour vivre. Il ya deux mois, sur la base de ces engagements, le procureur général Yehuda Weinstein a

approuvé la demande du ministre de l'Intérieur puis Gilad Erdan **d'envoyer les demandeurs d'asile** érythréens et soudanais au Rwanda et en Ouganda - **même contre leur volonté**.

Sur base de cette politique, des dizaines de demandeurs d'asile dans le centre de détention **Holot** dans le sud ont été informés qu'ils devaient quitter Israël dans un mois. Et que **s'ils ont refusaient, ils seraient emprisonnés à la Prison Saharonim**, également dans le sud, pour une durée indéterminée.

Autant que l'on sait, tout le monde qui a reçu un ordre d'expulsion est toujours détenu au Holot - même si la date limite de leur départ est passée. Plus tôt ce mois, le tribunal de district de Be'er Sheva a rejeté une requête par les groupes des droits de l'homme contre l'expulsion et la détention des demandeurs d'asile, disant que la pétition était prématurée parce que l'État n'a pas encore emprisonné demandeurs d'asile qui ont reçu un avis d'expulsion.

Toujours la même histoire

Le mois dernier, **plus de 1.500 Érythréens et Soudanais avaient quitté Israël pour les pays tiers dans le cadre du programme**, explique l'Autorité de la population et de l'Immigration. Le gouvernement n'a pas révélé quels pays sont impliqués, mais tout porte généralement à croire qu'il s'agit du Rwanda et de l'Ouganda.

Les responsables ougandais ont nié l'existence de tout accord avec Israël pour recevoir les demandeurs d'asile. Mais le président rwandais Paul Kagame a déclaré qu'un tel accord entre le Rwanda et Israël est dans sa phase finale.

Des sources gouvernementales ont déclaré à Haaretz que de tels accords sont en effet en vigueur, mais **le Rwanda et l'Ouganda ne veulent pas les rendre publics**, et Israël a donné son accord à ce sujet.

Il ya plus d'un an, Haaretz a révélé que les demandeurs d'asile ont été envoyés au Rwanda et en Ouganda sans aucun statut officiel et sans garantir leurs droits fondamentaux. Un rapport publié il ya deux mois par deux groupes à but non lucratif - Hotline pour les réfugiés et les migrants et l'organisation « Assaf » d'aide réfugiés et aux demandeurs d'asile - ont constaté de graves failles dans le processus de *"départ de leur plein gré."*

Le rapport, intitulé **«Là où il n'y a pas de libre arbitre : la procédure d'Israël « retour volontaire » pour les demandeurs d'asile»**, a été basée sur des entretiens téléphoniques avec des douzaines de demandeurs d'asile qui ont quitté Israël. **Ces gens ont dit que le Rwanda et l'Ouganda ne fournissent pas de protection, le statut juridique ou des garanties pour la sécurité des déportés.**

Les témoignages que Sabar a recueillis appuient les conclusions de Haaretz et des ONG. Elle a mené tous ses entretiens dans la capitale ougandaise, Kampala; les entretiens ont duré jusqu'à trois heures. Elle a rencontré certaines des personnes interrogées plus d'une fois.

C'était toujours la même histoire: le Rwanda, John, la villa à Kigali, la route de la contrebande et la promesse qu'ils seraient en mesure de trouver asile et travailler légalement à un salaire raisonnable en Ouganda. Elle a entendu la même histoire des gens sans lien les uns avec les autres.

Les Rwandais et les Ougandais savent que chaque demandeur d'asile érythréen a \$ 3500 en poche, dit Sabar. *"Tous les gens que j'ai interrogés ont déclaré que, à un moment ou un autre un fonctionnaire ougandais a exigé le paiement de leur part. **C'était parfois 150 \$ ou 200 \$** »*, dit-elle.

"Trois m'a parlé d'un autre jeune homme; il a délesté de \$1000. Et si ils ne paient pas, alors bien sûr la police ougandaise leur dit qu'ils seront arrêtés et mis en prison ", dit-elle.

Cela semblait incroyable pour elle; le même gars qui les a ramassés à l'aéroport était responsable du réseau. **Elle a donc décidé d'essayer de rencontrer John.**

«J'ai eu son numéro de téléphone de la part de six ou sept demandeurs d'asile," dit-elle. *"Il leur a donné son numéro de téléphone afin qu'ils puissent l'appeler si ils avaient des problèmes alors qu'ils étaient encore dans la villa."*

Sa conversation téléphonique avec John a été réalisée en anglais, a duré 20 minutes et est ponctué de longs silences. John était très nerveux.

«Qui vous a envoyé?" Il a demandé. *"Personne, je viens de l'université,"* répondit Sabar.

John a refusé de la rencontrer. **"Je ne veux pas parler je les aide Je ne peux pas parler parce qu'il s'agit d'un système complexe. Je ne veux pas de problèmes "**, a-t-il dit.

Sabar a essayé de comprendre exactement ce qu'était le travail de John et pour qui il travaillait. **"Je ne connais pas l'ensemble du processus. J'ai juste reçu un appel téléphonique d'un policier en Israël "**, a dit John, se référant probablement à un fonctionnaire de l'Autorité de l'immigration. **"Il m'a demandé de les aider. Je ne fais qu'aider. Je ne veux pas en parler"**.

Quartiers boueux

Sabar a essayé d'obtenir plus d'informations sur lui pour confirmer les histoires qu'elle a entendues. "Vous les rencontrez à l'aéroport?" A-t-elle demandé. "Oui oui. Je viens et leur souhaite la bienvenue. Je prends les papiers qu'ils apportent et je les transmets".

Ensuite, Sabar lui a demandé à qui il donnait les documents délivrés par Israël. "**Je ne veux pas en parler, je ne veux pas avoir des ennuis Regardez, j'ai peur tout le temps,**" a-t-il dit. "**C'est ce que je fais. J'essaie d'aider, d'être poli et fournir de l'aide. Parfois, ils sont tellement frustrés qu'ils me font des reproches**".

Plus tard, il a dit à Sabar que **ce sont les autorités rwandaises qui l'envoyaient** pour accueillir les demandeurs d'asile. **Les informations précises sur leur arrivée lui parvenaient d'Israël.**

Sabar note les conditions de vie des demandeurs d'asile à Kampala. «**Je suis dans leurs maisons. Je sais combien il en coûte pour louer une chambre pour un mois, ce que le coût de la vie est, le transport - ils n'ont aucune chance de survivre** », dit-elle, ajoutant que : « les migrants vivaient dans les quartiers pauvres et les plus misérables de Kampala".

"Une salle commune sans eau, des eaux usées, sans rien, et ce sont des habitations en boue – c'est 65 \$ par mois. Une chambre d'un niveau supérieur raisonnable et propre coûte 300 \$ », dit-elle.

"C'est en quelque sorte une long suite de pièces, et à la fin il y a des toilettes, une douche et de l'eau communes pour tous les demandeurs d'asile. Je ne vois personne avec sa propre chambre. Les hommes vivaient là en paires".

Très peu de demandeurs d'asile ont choisi les deux niveaux supérieurs de logement. "Deux étaient de véritables entrepreneurs et ont pris une sorte de maison à Kampala, qui a coûté quelque chose comme \$ 600 [un mois], mais il ya huit chambres là, donc ils ont sous-loué à d'autres qui sont venus après eux," dit Sabar.

"Donc, ils ont ouvert une sorte d'auberge. Le niveau suivant est le motel Asmara, un genre d'hôtel; là, ils paient par jour. Si vous êtes là pour un mois, cela atteint quelque chose comme 350 \$ à 400 \$ par lit ».

Un niveau de vie très modeste coûte 450 \$ par mois, en supposant que le demandeur d'asile cuit sa propre nourriture très basique, dit Sabar. Donc, l'argent d'Israël peut durer jusqu'à six mois.

«Je me tenais à Kampala face à un homme dans la cinquantaine, un Érythréen qui était en Israël pendant quatre ans. Il parlait un hébreu bizarre. Il a vécu la plupart de ces années à Eilat et a travaillé pour la chaîne d'hôtel Isrotel ", dit-elle.

Quand elle a continué à poser question, il a dit: «Attendez une minute» et a couru à sa chambre. "Il m'a apporté un certificat d'employé modèle à partir de 2011, et un certificat d'employé le plus apprécié à partir de 2012 et un autre certificat d'employé du mois», dit Sabar.

Comme elle cite le demandeur d'asile: «Tout le monde sait que je suis une bonne personne, honnête et aimé, et un jour tout a été détruit. J'ai reçu une sommation à Holot et ils m'ont jeté comme un chiffon ».

Il y avait aussi un jeune de 21ans parlant un incroyable hébreu, qui vivait à Jérusalem et à Tel-Aviv. Il ya deux ans, il a pris un cours de massage.

Sabar le cite: «Je suis venu [à Kampala] et on m'avait dit que j'allais survivre, je suis jeune, je suis en bonne santé, j'ai une profession, je détiens un certificat et tout. À chaque hôtel où je suis allé à Kampala je disais que je voulais travailler dans leur spa ou maison d'hôtes. Je leur ai montré le certificat; ils ont été très impressionnés que le certificat était issu en Israël. J'ai passé un test et je l'ai réussi. Puis ils ont dit: Apportez-nous vos documents de réfugiés »- qu'il n'avait pas.

Sabar lui demanda pourquoi il n'a pas déposé une demande d'asile. Il a dit qu'au bureau du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés à Kampala, **il lui a été demandé d'où il venait - et il ne pouvait pas dire la vérité.** Il avait peur que s'ils savaient qu'il venait d'Israël, ils l'enverraient en Érythrée.

"Vous voyez les différentes étapes dans cette horrible voyage pour la survie», dit Sabar. "Et quand vous pensez à la route devant eux - ils ont parlé tout le temps de la Libye et de la traversée de la Libye vers la mer. Qu'est-ce que ces gens peuvent attendre? "

Sabar note comment elle avait déjà étudié les demandeurs d'asile en Israël pendant six ou sept ans. "Mais les gens que j'ai rencontrés en Ouganda avaient ce regard de **burn-out**; les seuls autres que j'ai vu avec ce regard étaient dans des camps de réfugiés. C'est un sentiment de **sans avenir et sans espoir** ".

<http://www.haaretz.com/news/features/.premium-1.657769>

*Selon Wikipedia, Galia Sabar (hébreu: גליה סבאר, née en 1963, Israël) est professeur d'études africaines de l'Université de Tel-Aviv [1] Elle est la Chef d'études africaines du département d'Histoire du Moyen Orient et de l'Afrique à l'Université de Tel Aviv, où. elle sert aussi decoordonnatrice des études africaines Centre S. Daniel Abraham pour les études internationales et régionales. Sabar a publié sept livres et des dizaines d'articles dans des revues professionnelles. En plus de sa recherche académique, Sabar a été une militante sociale de premier plan en Israël principalement par rapport aux immigrants éthiopiens ainsi que, en partenariat avec diverses ONG d'aide aux travailleurs migrants et des demandeurs d'asile africains. En mai 2009, en reconnaissance de son travail combinant rigueur académique et activisme social, Sabar reçu les *Unsung Heroes of Compassion Award*, parrainé par l'organisation Sagesse internationale en action et remis par Sa Sainteté le Dalai Lama. [2]



Prof. Galia Sabar

Ilan Lior - haaretz.com, May 24, 2015

Prof. Galia Sabar traveled to Rwanda and Uganda to hear about the Sudanese and Eritreans' wretched living conditions – partly courtesy of Israel.

The villa in a well-off neighborhood in the Rwandan capital Kigali looks perfectly normal. In recent months, new residents have arrived regularly, but they remain for only a few days. The villa, discovered by Prof. Galia Sabar, is a way station for Eritrean asylum seekers who have agreed to leave Israel for Rwanda.

Sabar, the head of African Studies at Tel Aviv University's Middle Eastern and African History Department, traveled to Uganda and Rwanda two months ago to learn the fate of these asylum seekers. In Rwanda, the

main country where Israel has sent them, Sabar didn't meet with a single asylum seeker.

That's because they didn't remain in Rwanda. They typically spent only a few days there before making their strange trip to neighboring Uganda.

"They land in Kigali and a representative whose name you constantly hear, John, arrives. He knows who's arriving and how many people, and he helps them go through immigration," says Sabar, who collected the testimony of 17 people.

In Kigali, the authorities take the laissez passer document that Israel gave them and they're put in a minivan, she says. They're told they're being taken to a hotel. The hotel is that villa in Kigali. At least they have the \$3,500 they were given by Israel as a "leaving grant."

They're required to pay \$10 to \$150 for two nights. Once they enter the building, they can't leave without permission from John. The gate is closed and protected by a guard.

"They were told that it was forbidden to wander around Kigali, and Rwanda in general, without documents; they'd be arrested and put in jail," Sabar says.

In Uganda, she asked asylum seekers how they got out of Rwanda. After a day or two John would come and say "we're waiting for at least eight people." They then had to pay between \$250 and \$400 to be smuggled over the border to Uganda.

"That means the smuggling is a regular act by that man, who told me he received all his information from the Israel Police," Sabar says. "He knows exactly who's coming and how many. He has an entire network that helps get them out."

They are each allowed to take a small bag. "They reach a certain point in a Rwandan vehicle — of course at night. From there they go on foot, and I have entire descriptions: They've told me how they bend down and run" until they cross the border.

"Smugglers are waiting for them on the Ugandan side. They walk again for a bit and another vehicle picks them up on the other side. Everything is totally organized."

This testimony completely contradicts Israeli claims that the third-party countries the Eritreans and Sudanese are sent to are safe, don't deport asylum seekers, and let them file asylum requests and work for a living. Two months ago, based on these commitments, Attorney General Yehuda Weinstein approved the request of then-Interior Minister Gilad Erdan to

send Eritrean and Sudanese asylum seekers to Rwanda and Uganda — even against their will.

Based on this policy, dozens of asylum seekers at the Holot detention center in the south were told they had to leave Israel within a month. If they refused, they would be jailed at the Saharonim Prison, also in the south, for an indeterminate period.

As far as is known, everyone who has received a deportation order is still being held at Holot — even though the final date for their departure has passed. Earlier this month the Be'er Sheva District Court rejected a petition by human rights groups against the deportation and detention of asylum seekers, saying the petition was premature because the state had not yet jailed asylum seekers who have received deportation notices.

Always the same story

Through last month, more than 1,500 Eritrean and Sudanese had left Israel for third countries as part of the program, says the Population and Immigration Authority. The government has not revealed which countries are involved, but they are widely believed to be Rwanda and Uganda.

Ugandan officials have denied the existence of any agreement with Israel to receive asylum seekers. But Rwandan President Paul Kagame has said Rwanda is in the final phases of crafting such an agreement.

Government sources have told Haaretz that such agreements are indeed in force, but Rwanda and Uganda don't want them made public, and Israel has agreed.

Over a year ago, Haaretz found that asylum seekers were sent to Rwanda and Uganda without any formal status or basic rights. A report released two months ago by two nonprofit groups — Hotline for Refugees and Migrants and the Assaf aid organization for refugees and asylum seekers — found serious faults with the process of "leaving of their own free will."

The report, entitled "Where there is No Free Will: Israel's 'Voluntary Return' Procedure for Asylum Seekers," was based on telephone interviews with dozens of asylum seekers who have left Israel. These people said Rwanda and Uganda did not provide protection, legal status or guarantees for the deportees' safety.

The testimonies Sabar collected support the findings of both Haaretz and the NGOs. She conducted all her interviews in the Ugandan capital Kampala; the interviews lasted up to three hours. She met with some interviewees more than once.

It was always the same story: Rwanda, John, the villa in Kigali, the smuggling route, and the claim they would be able to find asylum and work legally at a reasonable wage in Uganda. She heard the same story from people with no link to one another.

The Rwandans and Ugandans know that every Eritrean asylum seeker has \$3,500 in his pocket, Sabar says. "All the people I interviewed said that at one stage or another a Ugandan official demanded payment from them. Sometimes it was \$150 or \$200," she says.

"Three told me about another young man; he got \$1,000 taken from him. And if they don't pay then of course the Ugandan police say they'll arrest them and put them in prison," she says.

It sounded amazing to her; the same guy who picked them up at the airport was responsible for the network. So she decided to try to meet John.

"I got his phone number from six or seven asylum seekers," she says. "He gave them his phone number so they could call him if they had problems while they were still in the villa."

Her telephone conversation with John was conducted in English, lasted 20 minutes and included long silences. John was very nervous.

"Who sent you?" he asked. "No one, I'm from the university," answered Sabar.

John refused to meet her. "I don't want to talk I help them I can't talk because it's a complex system. I don't want problems," he said.

Sabar tried to understand exactly what his job was and who he worked for. "I don't know the entire process. I received a phone call from a policeman in Israel," he said, probably referring to an official from the Immigration Authority. "He asked me to help them. I only help. I don't want to talk about it."

Neighborhoods of mud

Sabar tried to get more information out of him to confirm the stories she heard. "You meet them at the airport?" she asked. "Yes, yes. I come and welcome them. I take the papers they bring and pass them on."

So Sabar asked to whom he gave the Israeli-issued documents. "I don't want to talk, I don't want to get into trouble Look, I'm scared all the time," he said. "That's what I do. I try to help, to be polite and help. Sometimes they're so frustrated they blame me."

Later he told Sabar the Rwandan authorities were sending him to greet the asylum seekers. The precise information on the arrivals he gets from Israel.

Sabar notes the asylum seekers' living conditions in Kampala. "I was in their homes. I know how much it costs to rent a room for a month, what the cost of living is, transportation — they have no chance to survive," she says, adding that the migrants were living in Kampala's "most miserable poor neighborhoods."

"A communal room without water, sewage, without anything, and these are neighborhoods made out of mud — it's \$65 a month. A room one rung higher that's reasonable and clean is \$300," she says.

"It's sort of a long train of rooms, and at the end there are [squatting] toilets and a shower and water that's communal for all the asylum seekers. I didn't see anyone with his own room. Men were living there in pairs."

Very few asylum seekers chose the two higher levels of housing. "Two were real entrepreneurs and took a sort of house in Kampala, which cost something like \$600 [a month], but there are eight rooms there, so they've sublet to others who came after them," Sabar says.

"So they've opened a kind of hostel. The next level was the Asmara motel, a kind of hotel; there they pay per day. If you're there for a month, it reaches something like \$350 to \$400 per bed."

A very modest standard of living costs \$450 a month, assuming the asylum seeker cooks his own very basic food, Sabar says. So the money from Israel can last up to six months.

"I stood in Kampala facing a man in his late 50s, an Eritrean who was in Israel for four years. He spoke amazing Hebrew. He lived most of those years in Eilat and worked for the Isrotel hotel chain," she says.

When she kept on asking question he said "wait a minute" and ran to his room. "He brought me an outstanding-employee certificate from 2011 and a most-liked-employee certificate from 2012, and an employee-of-the-month certificate," Sabar says.

As she quotes the asylum seeker: "Everyone knew I was a good person, honest and liked, and in one day everything was destroyed. I received a summons to Holot and they threw me away like a rag."

There was also a 21-year-old with incredible Hebrew who lived in Jerusalem and Tel Aviv. Two years ago he took a massage course.

Sabar quotes him: "I came [to Kampala] and said I'll survive, I'm young, I'm healthy, I have a profession, I have a certificate and everything. At every hotel I went to in Kampala I said I wanted to work in their spa or guesthouse. I showed them the certificate; they were very impressed it was from Israel. I took a test and passed. Then they said: Bring us your refugee documents" — which he didn't have.

Sabar asked him why he didn't file an asylum request. He said that at the office of the UN High Commissioner for Refugees in Kampala, he was asked where he came from — and he couldn't tell the truth. He was afraid that if they knew he came from Israel, they'd send him to Eritrea.

"You see the various stations in this horrible journey for survival," says Sabar. "And when you think about the road ahead of them — they talked all the time about Libya and crossing from Libya to the sea. What can these people expect?"

Sabar notes how she had already studied asylum seekers in Israel for six or seven years. "But the people I met in Uganda had this burned-out look; the only others I've seen with this look were in refugee camps. This is a feeling of no future and no hope."

[Asylum seekers who left Israel for Rwanda describe a hopeless journey - Features](#)

[Asylum seekers who left Israel for Rwanda describe a hop...](#)

Prof. Galia Sabar traveled to Rwanda and Uganda to hear about the Sudanese and Eritreans' wretched living conditions — partly courtesy of Israel.